

L'ouvrage apporte des précisions sur des faits ignorés ou controversés. Telle la bataille de Poitiers, souvent éclipsée au profit de celle de Constantinople, alors que s'y affrontèrent implacablement non seulement deux armées, mais surtout deux civilisations, dont la plus forte, moralement et matériellement, devait détruire la puissance de l'autre. Outre la tactique franque, J. Deviosse souligne l'importance de la mort d'Abd-er-Rahman pour l'issue de la bataille, provoquant la fuite en désordre du camp arabe, abandonnant dépouilles et butin ; il conteste les chiffres exorbitants avancés sur le nombre des musulmans tués, mais rejette aussi le reproche fait au prince des Francs d'avoir laissé échapper une armée ennemie à sa merci : les Francs, combattant pour la plupart à pied, ne pouvaient poursuivre les cavaliers arabes en fuite. Cette victoire a surtout une grande portée symbolique, consolidant la position de Charles Martel et des Pépinides par rapport à leurs pairs austrasiens et leurs rivaux neustriens, ébauchant des relations avec le pape, et élevant les ambitions de Charles Martel « à un véritable objectif politique : rétablir l'unité de la plus grande Gaule ». Autre point complexe, la spoliation des biens d'Eglise. « Par un balancement inexplicable, Karl est parmi ceux qui ont le plus donné à l'Eglise, parmi ceux aussi qui l'ont le plus dépossédée » (p. 190), prélevant au hasard sur l'immense fortune foncière du clergé, pour la distribuer à ses fidèles, de manière viagère toutefois.

L'historien souligne enfin que les vingt-cinq ans de fer et de feu du « règne » de Charles Martel ont opéré une véritable révolution politique et sociale. Loin d'anéantir l'influence des grands, Charles Martel s'est appuyé sur leur puissance et l'a même étendue. Ils transformèrent leur clientèle, créant de nouveaux liens : conjonction d'intérêts, protection et subsistance contre services militaires. Conservant une certaine autonomie, de nombreux hommes

libres ont ainsi servi de plus puissants qu'eux, la force du royaume étant constituée par cette aristocratie terrienne et guerrière, formée de véritables vassaux militaires. Karl sut s'en faire admettre, et la maîtriser en l'occupant. Il restera à parfaire l'unité, ce que feront ses successeurs, et notamment Charlemagne. M.R.

JEAN ROBIN

La Judéomanie

Elle nuit aux Juifs. Elle nuit à la République,
Tatamis, 2006, 19 €

L'auteur s'est fait éconduire par de nombreux éditeurs, et a conclu que sa thèse était jugée non conforme à la « rectitude politique », comme on dit au Québec. Pour un petit-fils de résistant ayant fini à Dora, et dont un certain nombre de parents d'origine juive ont été persécutés, on comprend que cela soit pénible. Que cherche-t-il à dire ? Qu'il règne en France une discrimination positive « judéomane » dont la communauté juive ferait bien de comprendre les effets pervers, à commencer par le fait de distinguer entre Juifs et Français, avec les potentialités que cela comporte, ou encore de mettre l'antisémitisme à toutes les sauces, ce qui le banalise. Il n'est d'ailleurs pas le premier à dire cela, Raymond Aron, Edgar Morin, Emmanuel Todd l'ont fait avant lui, plus récemment Eric Zemmour ou Alain Finkielkraut. On trouve beaucoup de textes dans cet ouvrage, et l'examen détaillé d'une grande quantité de faits, d'écrits (ceux de Bernard-Henri Lévy en particulier), de dispositions légales (la loi Gayssot en tout premier), de discours politiques. Plusieurs chapitres sont monographiques : les diners, désormais ritualisés, du CRIF, lieux où se pressent chaque année ministres et cardinaux ; l'affaire Renaud Camus ; l'« excommunication » de Dieudonné ; les modalités du traitement politico-médiatique du meurtre d'Ilan Halimi, du rabbin mythomane Fahri, etc. La fin du livre amorce une analyse du phéno-

mène et avertit les principaux intéressés que l'*overdose* est un mauvais médicament. Il propose même, aussi provocateur qu'irréaliste, de créer un « délit de judéomanie ». La conclusion est plutôt banale, puisqu'elle s'achève par la verbeuse trilogie républicaine.

B.D.

JEAN MADIRAN
L'Accord de Metz

Où pourquoi notre Mère fut muette,
Via Romana, Versailles, janvier 2007, 15 €

Jean Madiran, en reproduisant tous les documents accessibles, enquête de manière précise sur un aspect qui ne fut pas mineur dans le déroulement de Vatican II : son refus de condamner le communisme. Une convention diplomatique secrète entre l'URSS et le Saint-Siège a monnayé la permission accordée par la première à des prélats orthodoxes vivant sous régime communiste de venir à Rome à titre d'observateurs œcuméniques, contre la promesse que le concile qui allait débiter ne réitérerait pas les condamnations portées contre le communisme. Le tout fut négocié à Metz, entre le cardinal Tisserant et le patriarche Nicodème (agent communiste notoire, rappelle l'auteur), à la fin de l'été 1962, puis confirmé lors d'un voyage de Mgr Willebrands à Moscou. Le résultat fut presque caricatural : en 1965, à l'époque où la campagne sur les prétendus « silences » de Pie XII se déployait, la constitution *Gaudium et spes* consacrée à « l'Eglise dans le monde de ce temps » ne réservait qu'une phrase allusive à l'idéologie qui asservissait alors la moitié de la planète et qui menait une persécution ouverte contre la religion (et ce, malgré la pétition signée par quatre cent cinquante évêques demandant que fût expressément condamné le communisme, mais qui arriva « trop tard » pour provoquer un amendement). « L'Eglise, disait le n. 21 de la constitution, fidèle à la fois à Dieu et à l'homme, ne peut cesser de réprover avec douleur et avec la plus grande

fermeté, comme elle l'a fait dans le passé, ces doctrines et ces manières de faire funestes qui contredisent la raison et l'expérience commune et font déchoir l'homme de sa noblesse native ». Cette espèce de concession (« l'Eglise ne peut cesser de réprover... ») visant des « doctrines » non désignées, étant tout de suite tempérée : « Elle [l'Eglise] s'efforce, cependant, de saisir dans l'esprit des athées les causes cachées de la négation de Dieu et, bien consciente de la gravité des problèmes que l'athéisme soulève, poussée par son amour pour tous les hommes, elle estime qu'il lui faut soumettre ces motifs à un examen sérieux et approfondi ». Jean Madiran met en relation directe cette tractation et le discours d'ouverture de l'assemblée prononcé par Jean XXIII, dans lequel celui-ci déclarait que ce concile n'avait pas l'intention de condamner d'erreur, mais qu'il se contenterait d'une explication de la vérité. Ce faisant, le Concile s'interdisait en fait de donner les explications « positives » de la perversité du communisme, que les papes avaient bien plus largement développées que les condamnations proprement dites. Au total, ce « silence de Vatican II » concernant le communisme contribuait à placer plus généralement l'assemblée sur un autre mode doctrinal que celui d'*Humani generis*.

C.B.

DAVID E. MURPHY
Ce que savait Staline

L'énigme de l'opération Barbarousse, Stock, septembre 2006, 23 €

Etude très poussée, basée sur les archives soviétiques, par un ancien agent de la CIA, sur l'opération *Barbarossa*, l'attaque menée par le III^e Reich contre l'URSS le 22 juin 1941, sur son contexte et ses protagonistes. Le résultat est réellement passionnant, l'auteur étudiant très attentivement les relations entre Staline et Hitler, les manipulations menées par celui-ci pour induire Staline en erreur, les purges, les espions communistes,